

**Synthèse des débats menés les 17 et 18 décembre 2003
au collège Louis Leprince-Ringuet de GENAS (Rhône)**

Six questions traitées en ateliers (parfois, les ateliers ont été dédoublés)

Question 5 : Quel socle commun de connaissances, de compétences et de règles de comportement, les élèves doivent-ils prioritairement maîtriser au terme de chaque étape de la scolarité obligatoire ?

Groupe 1

Importance de la méthodologie. L'école est un lieu où l'on apprend des méthodes pour décrypter, une fois adulte, des situations, des discours, des savoir-faire. La méthodologie relève donc à la fois des connaissances et des rapports sociaux. Ce "socle", ce bagage nécessaire pour vivre cela dans d'autres lieux, est donc constitué d'un ensemble de règles de comportement.

Qui dit collège unique dit base commune de connaissances et de compétences. Mais la méthodologie passe par le langage : la maîtrise de la langue est donc capitale. Il ne suffit pas de savoir lire et écrire, il est indispensable de pouvoir déchiffrer l'implicite, de développer son esprit critique.

Le problème du passage de la langue véhiculaire aux langues étrangères. Les horaires de français ayant été réduits à une peau de chagrin, comment opérer les passerelles, notamment grammaticales, quand on ne peut suffisamment enseigner, en français, les bases grammaticales et orthographiques ? Dans ces conditions, l'élève a bien du mal à maîtriser la structuration de la phrase (en français et en langue étrangère).

Problème du lien école / collège. De trop nombreux élèves entrant en 6° n'ont pas le bagage suffisant pour suivre une scolarité au collège, car ils ne possèdent pas la maîtrise du langage. La démarche innovante mise en oeuvre au collège *Leprince-Ringuet* autour de la "maîtrise des langages" est à soutenir, voire à renforcer, grâce à des heures dévolues à cet effet.

Une dérive dangereuse : prétendre que le français peut s'enseigner à travers toutes les disciplines. Or, le cours de français a ses spécificités et dote les élèves de techniques qui doivent leur permettre de réussir (et particulièrement de s'exprimer à l'écrit et à l'oral), dans les autres matières.

Il faut s'inscrire dans le temps pour valider un programme, une manière de travailler, des méthodes ... Il faut des heures d'aide au travail pour les élèves, afin qu'ils puissent totalement s'investir et comprendre ce qui est demandé.

Concernant les langues vivantes : à l'heure de l'Europe, il faut re-dynamiser l'enseignement des langues grâce à des moyens accrus (toutes les langues vivantes, pas seulement l'anglais, ainsi que les langues anciennes). Un danger guette le système éducatif : l'appauvrissement des ouvertures culturelles et de l'apprentissage des langues en général, donc de l'humain. Il faut conserver des possibilités d'ouverture et de curiosité, en sauvegardant la présence de toutes les disciplines.

Attention à la répétition des thèmes entre le collège et le lycée : difficile dans ce cas de motiver les élèves !

Le Brevet des collèges doit valider l'acquisition du socle de connaissances et de compétences mais c'est tout. Il est important pour les élèves de s'essayer à un examen et de l'obtenir si possible. Surtout, ne pas conditionner la poursuite des études à l'obtention du Brevet. Il ne doit pas non plus devenir un Bac bis. Par contre, les épreuves de l'examen proprement dit doivent faire une place à d'autres matières que celles qui y figurent aujourd'hui (en particulier, l'histoire-géographie).

Groupe 2

Le but de cette réflexion, semble-t-il, est de convaincre de la nécessité d'obtenir, d'ici 2010, 75 % de bacheliers au lieu des 62 % actuels. Quels bacs ? Quels niveaux d'exigence ? Il faut distinguer atteindre le niveau du bac et obtenir le diplôme.

Concernant le collège : quel niveau de connaissances peut permettre la réussite ?

La difficulté tient à la disparité des élèves. Faut-il éduquer ou enseigner ? Jusqu'à quel point l'éducation doit-elle prendre le pas sur l'enseignement ?

Quelles solutions pour les élèves en difficulté scolaire ou au comportement difficile ? La structure "classe" paraît aujourd'hui mal adaptée, la clé de la réussite est ailleurs. Et les classes qui permettaient de lutter contre l'échec ont disparu, notamment la 4^e technologique qui pouvait s'organiser en L.P.

La notion de socle commun est trop vaste. Doit-on former les élèves en fonction des besoins de l'économie ou de l'entreprise ? Dans ce cas, il faudrait privilégier la voie technologique. Mais le danger, c'est l'abandon d'une vision humaniste du rôle de l'École.

Question 8 : Comment motiver et faire travailler efficacement les élèves ?

Groupe 1

Exploration de la question - Les dimensions qui viennent à l'esprit :

-Relations entre le professeur et l'élève : poids de la dimension affective (quel que soit le niveau)

-Relations entre l'école et la famille : rapport entre motivation et façon dont les parents valorisent ou non l'école ; différences selon le niveau social.

-Comment motiver sur le long terme ? Comment faire travailler les élèves en dehors de la classe ?

-Distinguer *motiver* et *mobiliser*. La *motivation* est propre à chacun (personne ne peut motiver qui que ce soit, on ne se motive que *pour soi*) ; la *mobilisation* suppose une activité qui, dans l'instant, parvient à mettre l'élève au travail (projets à court terme) et l'aide à apprendre le goût de l'effort.

Réflexions.

-C'est un problème de société. Les élèves sont dans une grande inégalité : ils ne disposent pas tous des clés nécessaires (maîtrise du langage, capacité d'attention, curiosité intellectuelle, etc.).

-Plaisir/désir d'une part, souffrance d'autre part, sont indissociables. Le passage par l'effort (souffrance) est indispensable pour accéder au plaisir d'apprendre.

-Les devoirs à la maison : ils sont peu nombreux à l'école primaire ; au collège, quel rôle jouent-ils ? Ont-ils une fonction d'entraînement ou servent-ils seulement à rassurer ?

-Le marquage des élèves, selon le type de classe dans laquelle ils se trouvent, peut agir sur leur envie d'apprendre et sur leur investissement dans les tâches.

-Le rôle de la note dans les apprentissages et la question du sens : à quoi ça sert ?

Quelques pistes.

-Promouvoir le travail sur l'erreur.

-Mettre l'élève en situation de réussite.

-Proposer des situations-problèmes où l'enjeu de résolution peut suffire à mobiliser les élèves.

-Monter des projets à court terme et les adapter aux élèves (contrats "différenciés") ; développer et varier les IDD.

-Varier les entrées.

-Développer le travail de groupe.

-Avoir recours à des situations ludiques, à condition qu'il y ait formalisation des apprentissages.

-Clarifier les discours de l'enseignant de manière que l'élève s'y retrouve.

Les obstacles :

-L'aide que les parents apportent à leur enfant pour faire leurs devoirs est parfois en contradiction avec les démarches des professeurs (par exemple, à propos du travail sur l'erreur) : on pourrait envisager une formation des parents à l'aide aux devoirs.

-Les effectifs des classes sont trop lourds.

-Les situations les plus efficaces sont souvent longues à mettre en place et il est parfois difficile d'en dégager l'essentiel.

Groupe 2

Motivation :

-Il est important que la motivation vienne de soi, pour soi, et non uniquement de l'extérieur. Le milieu familial et l'environnement sont déterminants pour stimuler la curiosité et la motivation des élèves.

-Il faut donner du sens à la scolarité (sens par rapport à la réalité), et de la valeur.

-La notion de plaisir est importante (notamment pour amorcer les activités); mais est-elle compatible avec la réalisation de programmes denses ?

-Peut-on envisager de valoriser autre chose que ce que prévoient les programmes ?

-L'école n'a-t-elle pas trop d'importance dans nos valeurs ? N'est-elle pas trop éloignée de la réalité (quel sens a-t-elle par rapport à l'environnement) ? Est-elle sortie de son aspect théorique ?

-Quelles sont les représentations sociales dominantes de la réussite ? Sont-elles de nature à motiver les élèves ?

Travail :

-Le sens de l'effort existe-t-il encore ?

-La notion de quantité de travail est relative : un élève peut passer 2 heures sur un devoir sans réellement travailler. Il s'agit d'aider les élèves à développer des méthodes efficaces par rapport à leurs capacités, et pour cela de mettre en place des dispositifs d'apprentissage.

-Les annotations qui figurent souvent sur les bulletins trimestriels ("pas assez de travail") ne signifient pas grand chose. C'est une méthode de communication à changer : peut-être pourrait-on introduire un coefficient d'efficacité.

Évaluation :

-Le système d'évaluation en vigueur est presque exclusivement négatif (on soustrait des points). Peut-on envisager un système où l'on gagne au lieu de perdre ?

-S'adapter au moule n'est pas forcément une bonne chose : cela ne favorise pas la motivation, l'expression de sa personnalité. Ce carcan du modèle unique ne permet pas une évaluation différenciée.

-Il faudrait évaluer la réussite par rapport au niveau réel plutôt que par rapport au niveau visé.

-Tous les élèves doivent-ils avoir le même parcours ? Doit-on étendre la période de différenciation (par exemple, jusqu'après la seconde). N'est-il pas envisageable de préparer à des niveaux de classe différenciés (par contrat) : le problème est que la différenciation est souvent assimilée à une discrimination (problème de la représentation sociale de la réussite). Il faudrait que certains parcours ne soient pas dévalorisés (par les parents ou par les professeurs).

Les problèmes soulevés :

-Les effectifs des classes, trop lourds.

-L'hétérogénéité de l'investissement des familles.

Question 10 : Comment organiser et améliorer l'orientation des élèves ?

Groupe 1

- La question préalable des *finalités du collège* doit être clarifiée, si l'on veut parler d'orientation. Le collège est le premier lieu d'orientation/sélection des élèves. Qui le collège doit-il former, et à quoi ? Qu'attend-on du collège ?

Rappel : la loi d'orientation de 1989 prévoyait d'amener 80% d'une classe d'âge au niveau du Bac (général, technologique et professionnel). Or, les nécessités économiques exigent pour l'avenir plus de bacheliers. D'où les questions : quand orienter ? pour quoi faire ? quelle stratégie d'orientation ?

- En réalité, les problèmes d'orientation ne se posent pas pour les élèves qui n'ont pas de difficultés scolaires. On en revient donc aux élèves en difficulté et à la *question des moyens*. Le redoublement s'avère la plupart du temps inefficace : l'élève se retrouve dans les mêmes mauvaises conditions que l'année précédente. Dans l'établissement, pour préparer leur orientation, les élèves de 3^o ne rencontrent la conseillère d'orientation que 3 ou 4 heures dans l'année ; ils font également un stage en entreprise (très important pour la plupart, très motivant) mais bien souvent l'entreprise ne sait pas pourquoi l'enfant vient faire un stage ; d'où l'idée d'élaborer préalablement un cahier des charges.

- Pour être admis dans des sections très demandées (comme par exemple le BEP esthétique) il est nécessaire que les élèves présentent des dossiers qui leur permettraient d'être admis en seconde générale.

- Autre problème : celui de l'absence de *formation des professeurs* sur l'orientation et les filières. Il faudrait former sérieusement les professeurs principaux.

- Des *passerelles* plus nombreuses entre les sections sont nécessaires : comment un adolescent de 13-14-15 ans peut-il véritablement savoir ce qu'il veut faire et se représenter la réalité du métier qu'il envisage ? Mais pour que ces passerelles soient efficaces, il est nécessaire qu'un véritable socle commun de culture générale soit mis en place.

- Le choix que l'élève doit faire à l'issue de la 3^o est bien souvent imposé, fait dans l'urgence. Quelques propositions pour éviter cet écueil : organiser une rencontre avec d'anciens élèves ; organiser, pour les élèves vraiment en difficulté, des formations en LP, de remise à niveau ; mettre en place, dès la 5^o/4^o, une éducation à l'orientation (avec des horaires spécifiques). Éviter l'orientation négative souvent synonyme d'échec. Cela repose la question des moyens : ils sont insuffisants pour encadrer ce type d'élèves et leur faire envisager leur orientation avec plus de sérénité.

L'orientation doit être concertée entre l'élève, les parents et le professeur principal, car bien souvent les parents, par exemple, refusent l'orientation de l'élève, orientation jugée insuffisamment valorisante.

L'action des COP est déterminante : ils ne sont pas assez nombreux.

Groupe 2

1. *Constat* : manque d'informations des élèves et surtout des familles : les informations données aux élèves ne remontent pas jusqu'aux parents.

Il est nécessaire de prévoir du temps pour construire un projet, pour travailler sur l'indécision.

2. Il s'agit d'*aider des élèves* qui ont déjà des projets à les réaliser, ou à faire naître des projets chez ceux qui n'en ont pas encore. Pour cela, on pourrait organiser au collège une journée des métiers avec des professionnels, en choisissant les filières les plus porteuses (questions préparées avec les élèves, entretiens filmés afin de constituer une banque de données "Orientation" consultables).

3. Faut-il pousser tous les élèves vers le Bac général ?

Est-il utile de multiplier les années d'études pour finir par occuper un emploi non adapté ? Parfois, les étudiants sont trop éloignés du monde du travail car les études sont trop longues.

4. *Danger d'une orientation précoce* qui débouche sur une éviction. Chaque élève a droit à la formation. Il faut des dispositifs adaptés pour les élèves en difficulté. L'alternance école/entreprise doit être exceptionnelle et n'est envisageable qu'à la demande de l'élève : elle ne doit pas être un moyen d'éviction.

5. *Développer les passerelles* entre les formations. Particulièrement entre BEP / bacs technologiques / bacs professionnels, avec, si nécessaire, rattrapage, adaptation.

Valoriser les bacs professionnels : ouverture sur l'enseignement supérieur par les IUT.

Les critères de sélection pris en compte pour le Bac S bloquent l'orientation et obligent à des choix qui ne correspondent pas forcément aux goûts des élèves.

6. *Les personnels*

Pour accompagner les élèves dans la construction de leur projet individuel, un personnel compétent est nécessaire

Le rôle du COP est important : il sait écouter, guider. Son image doit être valorisée : sa présence doit être plus importante de manière à intervenir sur d'autres niveaux que la classe de 3^e, ainsi qu'au lycée. Il faudrait également qu'il puisse davantage jouer son rôle de psychologue.

Les professeurs peuvent également jouer un rôle important dans le processus d'orientation, mais cela nécessite qu'ils soient formés. Sans doute faudrait-il intégrer l'orientation dans leur formation initiale. Quant à leur formation continue, elle est indispensable pour qu'ils puissent suivre l'évolution du monde du travail.

Question 13 : Comment prendre en charge les élèves en grande difficulté ?

Qu'est-ce qu'un élève en grande difficulté ? C'est, par exemple, un élève de 6^e, enthousiaste en début d'année, et qui décroche rapidement. Un élève qui ne comprend pas ce qui se passe dans la classe.

Les causes. Elles peuvent être physiques (dyslexie, surdité ...) et ne pas avoir été détectées assez tôt. Parfois, les difficultés ne sont pas signalées par les parents qui craignent que leur enfant soit étiqueté négativement. Et quand les difficultés sont repérées à l'école primaire ou dans les familles, il n'y a pas toujours de solutions possibles.

La question fondamentale : faut-il *intégrer* ces élèves ou les mettre à l'écart, dans des *structures spéciales* ? La réponse apportée par la grande majorité des participants à cet atelier est qu'il faut chercher à les intégrer.

Quels moyens seraient souhaitables ?

-Réduire les effectifs

-Créer des structures comme les *classes-relais* avec des passerelles qui permettent à ces élèves de réintégrer une classe ordinaire, quand c'est possible. Mais les enseignants sont peu formés pour accueillir et intégrer, en cours d'années, des élèves nouveaux.

-Rémunérer et reconnaître les actions de prévention et d'accompagnement déjà en place (par exemple, le tutorat en 6^e, au collège Leprince-Ringuet).

-Proposer un contrat spécifique à chacun de ces élèves : par exemple, ne conserver que quatre disciplines, laisser le temps à chacun de rattraper son retard. Mais il est nécessaire qu'un enseignant spécialisé encadre l'ensemble de ces enfants et supervise les différentes opérations de passage dans les classes ordinaires.

Les obstacles :

-L'enseignant est formé pour travailler avec le *groupe-classe* et non avec des *groupes d'élèves*. Il n'est pas formé à la pédagogie différenciée. Cependant, au niveau local, il existe un projet "*maîtrise des langages*" au sein duquel les professeurs apprennent à travailler avec des groupes d'élèves.

-Plus globalement, on peut déplorer le manque de souplesse des collègues et leurs difficultés pour s'adapter à tout cas particulier.

-On peut regretter d'avoir vu disparaître les *études dirigées* : il était possible d'apporter une aide méthodologique à l'élève qui travaillait seul, sous le regard de l'enseignant.

-Il n'existe pas de moyens supplémentaires pour les élèves en grande difficulté dans les établissements comme le collège de Genas.

Pourtant, un de nos soucis est de ne pas écarter trop tôt ces élèves du système scolaire, en les mettant sur les rails du pré-apprentissage.

Question 15 : Comment lutter efficacement contre la violence et les incivilités ?

Définir les incivilités (au niveau local) : C'est ce qui va à l'encontre du bien-être de la communauté. L'appréciation est souvent très subjective. Cela peut prendre des formes variées : crachats, insolence, insultes, bisous voire baisers, non respect des règles élémentaires (avoir son matériel, faire son travail ...).

La violence peut être physique mais aussi psychologique (harcèlement, par exemple). Elle peut également s'exprimer à travers l'habillement.

Pour l'instant, le collège Leprince-Ringuet est assez protégé, mais la violence augmente dans la ville de Genas, ce qui suscite une certaine inquiétude. Comment prévenir avant de sanctionner ?

Les causes - Adultes et élèves n'ont pas toujours les mêmes normes, en matière d'incivilités. Ce qui est incivilité pour l'adulte ne l'est pas forcément pour l'élève. Par exemple, pour certains élèves, le bien commun devient bien individuel. L'élève ne sait pas toujours qu'il est incivil (par exemple, cracher n'est pas condamnable, puisque la télévision montre régulièrement des sportifs qui crachent).

À la base, il y a souvent un manque d'éducation. On peut aussi mettre en cause certains comportements anti-civiques de l'adulte, ainsi que les modèles négatifs que propose la télévision, à travers une "culture jeune". Le résultat est un énorme décalage entre élèves et adultes dans un établissement scolaire.

Les moyens pour lutter contre ces incivilités

Il faut que ce problème soit pris en charge par tous les adultes (faire, *tous*, de l'éducation civique à *tout moment*). Il doit y avoir accord entre tous les adultes pour définir et faire respecter une loi commune.

Le recours au dialogue est un moyen de dédramatiser les situations délicates et permet souvent de mieux faire comprendre la sanction (éviter le sentiment d'injustice).

Comment prévenir la montée de la violence ? En repérant déjà en 6° les élèves en souffrance ; en créant des postes de psychologues, d'infirmières, d'assistantes sociales ; en développant la formation des adultes, des enseignants en particulier : formation à la gestion des conflits, formation à la gestion des groupes.

Question 16 : Quelles relations établir entre les membres de la communauté éducative, en particulier entre parents et professeurs et entre professeurs et élèves?

